

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 44 EL SALVADOR: LETTRE DE CHRETIENS AU VATICAN  
SUR LA SITUATION DU PAYS

A la Congrégation des évêques  
Cité du Vatican

San Miguel, mai 1972

Excellences,

Face aux récents événements de violence, de répression, de tortures, d'assassinats ayant entraîné le coup d'Etat manqué du samedi 25 mars 1972 dans notre pays du Salvador, nous voulons, nous chrétiens du diocèse de San Miguel, le plus touché par la violence, vous exposer notre façon de concevoir la tâche de l'évêque à la lumière des récents événements, et ce qu'elle a été en fait lors de ces événements.

Voici d'abord quelques-uns des faits les plus importants:

- a- Le Dr Fausto Cisneros, maire élu de la ville de San Miguel, appartenant à l'Union nationale de l'opposition (l'un des partis politiques qui a participé à la récente campagne électorale), a vu sa maison perquisitionnée et se trouve actuellement en exil à Mexico.
- b- Rafael Jaime Hernandez, premier adjoint, et appartenant au même parti, a été enlevé par la Garde nationale, emprisonné, torturé, puis sauvagement assassiné, et son cadavre a été jeté devant la porte de sa maison.
- c- La suppléante du premier adjoint s'est vue menacée dans la personne de son mari et de ses enfants, au cas où elle continuerait dans le parti.
- d- En plus des morts et des heurts survenus à San Miguel, il faut signaler des attentats perpétrés contre des familles; c'est ainsi, par exemple, qu'une bombe a éclaté dans la clinique particulière du Dr René Lopez, provoquant des dégâts matériels.
- e- En plus de ces faits qui se sont produits dans la ville de San Miguel, nous avons eu connaissance d'autres faits dans des villages voisins, par exemple à El Carmen, département de l'Union; le père et le fils d'une même famille ont été enlevés dans leur propre maison par des gardes nationaux, pour le simple fait de ne pas appartenir au parti officiel; ils ont été torturés, assassinés et leurs corps jetés à l'entrée du village.

Ce ne sont que quelques-uns des faits les plus significatifs, car, par ailleurs, il y a un nombre considérable de victimes dont il est difficile de savoir le nombre exact, mais dont la Nonciature a connaissance.

Comme chrétiens, et en nous basant sur les documents récents de l'Eglise, nous dénonçons ces situations:

- 1- L'Eglise n'a partagé ni les joies et les espérances, ni les tristesses et les angoisses des hommes de notre temps, en particulier des pauvres et de ceux qui souffrent, ainsi que le déclare Gaudium et Spes, n° 1.

2- L'évêque, Mgr José Eduardo Alvarez, bien que vicaire aux armées, n'a rien fait d'efficace ni n'a prononcé aucune parole publique ou privée pour dénoncer ces faits, alors que les évêques d'Amérique centrale ont approuvé le document qui déclare: "Nous condamnons la violence au nom de Dieu, que ce soit la violence instituée ou celle de la rébellion" (document de Antigua Guatemala, 2 juin 1970; cf. aussi Medellin, document sur la paix, n° 22).

3- Dans un cas précis, son intervention a été demandée pour que, comme pasteur, il apporte une parole d'encouragement à des gens très affectés par de tels événements, mais son attitude a été de refus et de manque de solidarité envers la souffrance du prochain. Cela est à l'opposé des déclarations du Synode des évêques: "Par sa prédication, il a annoncé la paternité de Dieu envers tous les hommes et l'intervention de la justice divine en faveur des pauvres et des opprimés (Luc 6, 21-23). Le Christ s'est ainsi rendu solidaire de ses frères les plus humbles..." (Justice dans le monde n° 11).

4- L'Eglise locale de San Miguel a manifesté par ces événements son étroite alliance avec le pouvoir institutionnalisé, manquant ainsi de fidélité à sa mission intégrale telle que la définit le document sur la justice dans le monde: "Voilà la raison pour laquelle l'Eglise a le droit, mieux encore, le devoir d'annoncer la justice exigée par les droits fondamentaux de l'homme pour son salut" (n° 11).

Devant cette situation, nous posons la question:

a- Face à l'attitude négative et inefficace de l'évêque vicaire aux armées, Mgr José Eduardo Alvarez, envers le peuple de Dieu, quelle est la raison d'être d'un vicaire aux armées dans notre Eglise?

b- Si l'évêque n'a pas élevé la voix pour protester et pour dénoncer de telles injustices, alors que de nombreuses familles connaissent la douleur et le deuil, remplit-il son devoir consistant à veiller sur le troupeau au milieu duquel l'a placé l'Esprit-Saint pour conduire le peuple de Dieu racheté par son propre sang (Actes 20,28)?

Nous regrettons que la figure de l'évêque soit identifiée à celle d'un militaire plutôt qu'à celle d'un serviteur du peuple de Dieu. En conscience, nous ne pouvons reconnaître le véritable pasteur dans une telle personne.

Aussi demandons-nous la destitution de Mgr José Eduardo Alvarez de la charge d'évêque de notre diocèse, puisque, au lieu de travailler au bien de l'Eglise, il est un obstacle nous empêchant de mieux vivre le christianisme.

Par cette lettre, nous vous faisons connaître notre douloureuse expérience et nous vous demandons de destituer Mgr José Eduardo Alvarez de l'évêché de San Miguel, dans le seul but et le seul intérêt de rendre service à l'Eglise.

Remarque: Les signataires de la présente lettre tiennent à faire savoir qu'ils ne sont mûs que par l'amour de l'Eglise, et ils vous demandent d'apporter toute votre attention aux faits exposés ci-dessus, en souhaitant que, dans la mesure du possible, vous fassiez une enquête sur les nombreux autres cas dont nous n'avons pas fait mention.